

Der falsche Kyoto-Reflex

Auch der Finanzminister hat es inzwischen verstanden: Luxemburgs ausufernde Energiepolitik kommt uns teuer zu stehen. Selbst der Tanktourismus, der nominell immer noch etliches Geld in die Staatskasse befördert, wird sich irgendwann nicht mehr rechnen. Leider hat die Kyoto-Vereinbarung einen Schönheitsfehler: Strom, der in Luxemburg verbraucht, aber nicht produziert wird, taucht in der CO₂-Bilanz nicht auf. Wie heißt es so schön: Der Strom kommt aus der Dose. Dann ist es auch egal ob Luxemburg nun direkt an Cattenom-Atomstrom angebunden wird oder nicht. Und da wegen französischer Überkapazitäten der Strompreis schön niedrig gehalten wird, brauchen wir uns um unsere eigene Stromversorgung - zum Beispiel durch dezentrale Photovoltaik - nicht zu kümmern. Jede Kilowattstunde die mit regenerierbarer Energie hergestellt wird bedeutet zwar weniger CO₂ in der Atmosphäre, aber Geld sparen lässt sich damit (vorerst) nicht. Schade, dass sogar der Umweltminister den Kampf gegen Atomenergie aufgegeben hat. Dass die Förderung von hausgemachter elektrischer Energie zurückgeschraubt wird, nimmt er ebenfalls hin. Ökonomie statt Ökologie - die Umweltverbände haben noch einiges an Aufklärungsarbeit vor sich.

Mi-Mittal, mi-Arcelor

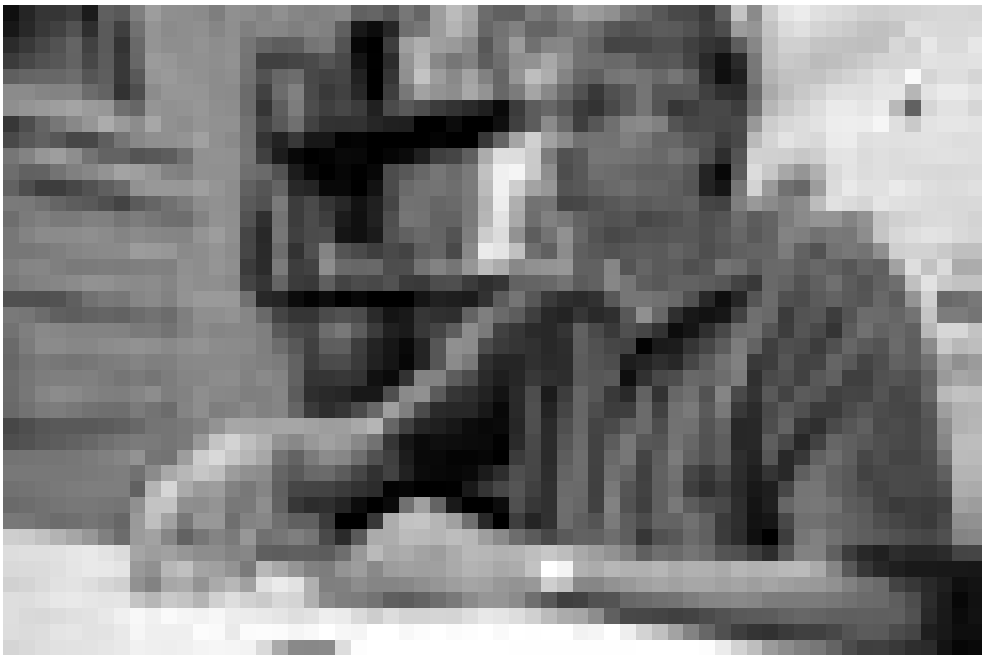
Le Luxembourg, déjà très mauvais élève quand il s'agit de transposer des directives européennes en droit national, va enfin faire ses devoirs. Si la Chambre et le Conseil d'Etat l'acceptent, le Grand-Duché va disposer d'une législation sur les offres publiques d'achat (OPA) avant la fin du mois. Du moins c'est ce qu'espère le rapporteur du projet de loi Laurent Mosar (CSV). Le moment serait bien choisi, car ainsi l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor tomberait encore sous cette loi controversée. Dans l'introduction au projet de loi, Mosar fait état de pressions de la part de la presse internationale sur le parlement luxembourgeois, l'accusant de légiférer en urgence afin de sauver Arcelor. Assez curieusement, le président du conseil d'administration d'Arcelor, Joseph Kinsch, accuse les mêmes de fomenter une loi pro-Mittal. Personne n'est donc satisfait, ce qui satisfait le rapporteur. Dans une interview accordée au Wort, il déclare que dans le cas contraire il aurait dû se poser des questions. En tout cas, son intégrité est sauve: un des seuls amendements de la commission de la Chambre - imposant un délai de douze mois à toute nouvelle OPA, en cas d'un premier échec -, qui aurait pu être perçu comme trop protectionniste, a été éliminé par le Conseil d'Etat, ainsi que des dispositions de protection pour les petits porteurs. La réputation de l'économie ouverte du Luxembourg est sauve.

Umstrittener Gast bei der Schlussprozession

Als "special guest" bei der Oktav-Schlussprozession am 21. Mai hat Fernand Franck, Erzbischof von Luxemburg, den Wiener Kardinal Christoph Schönborn eingeladen. Der Österreicher gilt einerseits als konservativ, ist andererseits in der Ökumene engagiert und zelebrierte auch schon mal eine "Rockmesse". Für Aufsehen sorgte ein im Juli vergangenen Jahres erschienener Artikel in der New York Times, in dem Schönborn den Erklärungsanspruch der Evolutionstheorie relativierte. Dabei berief er sich auf Aussagen des jetzigen Papstes. Schönborns Thesen konnten als wohlwollende Unterstützung des Vatikans für die in den USA aktiven "Kreationisten" verstanden werden, christliche Fundamentalisten, die die Wissenschaftlichkeit der Evolutionstheorie verneinen. Auf Nachfrage der woxx erklärte der Bistumssprecher Theo Peporte, die Einladung habe keine besondere Bedeutung, sondern sei eine persönliche Wahl des Erzbischofs. Er verwies darauf, dass der Vatikan sich von Schönborns Aussagen distanziert habe. Damit sei, so Peporte, die Sache erledigt.

Jean Lichtfous de l'Asti ne doute pas du bon fonctionnement de l'Etat de droit en matière de procédures d'asile - dans la forme. Par contre, il doute de la concordance entre théorie et pratique.

(photo: Christian Mosar)



DROIT D'ASILE

"Analyser sérieusement les dossiers"

woxx: Dans un récent communiqué de presse, l'Asti parle de l'affaire de la journaliste kurde de Turquie, Zübeyde Ersöz. En même temps, elle évoque aussi les "oubliés" de la rétention administrative. Cette opposition peut laisser perplexe.

Jean Lichtfous: Nous voulions dire que si d'un côté il est important de mettre en avant la situation très grave dans laquelle se trouve Mme Ersöz, il ne faut pas oublier que beaucoup d'autres personnes sont toujours retenues. Par hasard, au même moment où l'affaire Ersöz était médiatisée, Le Quotidien a publié un article sur une personne retenue depuis le mois de janvier 2005. Personne d'autre n'a parlé de cette personne. Notre communiqué n'était en aucun cas dirigé contre la personne d'Ersöz.

Sans médiatisation de cette affaire, pourrait-elle se trouver en Turquie à l'heure actuelle. Ce n'est pas la première fois qu'une personne est extradée vers un pays où l'on sait qu'elle y encourt des risques.

Normalement, lorsqu'une personne est amenée vers un centre de rétention en vue d'une extradition, elle a le droit de contacter un avocat. L'Etat de droit fonctionne, quant à la forme. Pour ce qui est de l'exécution des règlements et des lois, c'est autre chose. D'un autre côté, comment est-il possible qu'aus sitôt qu'un Etat dépose une demande d'extradition, le Luxembourg réagisse si promptement? Dans ces cas, il faut analyser sérieusement les dossiers, indépendamment du pays qui demande l'extradition. Il faut prévoir des barrières administratives afin qu'une procédure d'extradition ne puisse être enclenchée si facilement. Au-delà de tout ça, une fois que la personne se trouve dans le centre de rétention en vue d'une expulsion, elle se situe dans une sorte de flou artistique, à cause du règlement déposé jadis par Luc Frieden. La personne elle-même doit faire sa demande pour contacter des ONG. Mais est-elle correctement informée

sur les ONG en place? En plus, d'après mes informations, les ONG ne peuvent lui rendre visite qu'après dix jours.

Qu'en est-il des mécanismes de contrôle des autorités judiciaires au Luxembourg de la part des ONG?

En Belgique, la Ligue des droits de l'homme en tant qu'élément de la société civile, prend position publiquement. Elle ne joue pas le même rôle que la commission consultative des droits de l'homme du Luxembourg. Cette instance est plutôt à considérer comme un "support intellectuel". En tant qu'Asti, nous avons toujours regretté qu'une ONG de surveillance dans le domaine des droits de l'homme n'existe pas au Luxembourg. Vue de l'extérieur, l'Asti peut paraître comme étant de grande envergure, mais de l'intérieur, nous sommes une petite organisation, qui est active dans beaucoup de domaines. Nous ne pouvons pas tout faire. Il faudrait disposer d'une association qui s'occupe de ce travail de contrôle et qui pointe du doigt les dysfonctionnements, au lieu de créer à chaque fois un comité de soutien à x ou y.

Le problème peut commencer en amont. Une personne qui débarque au Luxembourg et qui ne connaît pas les démarches à faire, peut se retrouver rapidement en centre de rétention. N'y a-t-il pas de moyen de recours?

Il serait plus facile, qu'il n'y ait plus de pays, comme le chantait John Lennon. Dans la situation actuelle, l'Etat se dote de règlements et de lois. Il faut alors voir comment cela se passe "in concreto". Nous avons un problème de principe: Tout le monde doit-il avoir les bons papiers? Si j'ai un visa touristique et qu'il est périmé depuis 3 jours, suis-je déjà un danger pour la société luxembourgeoise? Ou peut-on dire que cette personne s'est peut-être trompée, qu'elle était mal informée ... L'Etat a le droit d'utiliser des moyens de répression pour faire respecter ses lois, y compris en ce qui concerne l'expulsion des demandeurs d'asile. Nous ne mettons pas ce principe fondamentalement en question, mais nous disons aussi que cela doit nécessairement se passer dans le cadre d'un centre de rétention. Et certainement pas un centre qui se situe au même endroit que le centre pénitentiaire. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Cela fait très longtemps que nous le contestons et ce n'est que maintenant qu'on parle de la construction d'un nouveau centre de rétention. C'est dramatique que cela n'aie pas eu lieu plus tôt. Il est tout simplement inacceptable de mettre en prison des personnes juste parce qu'elles n'ont pas les bons papiers. Quand on place les gens dans une structure qui les y retient pour les expulser, alors

nous disons que cette structure ne peut pas être similaire à une prison. Ces personnes n'ont commis aucun crime. Mais on peut aussi très bien ne pas placer ces personnes dans un centre. Par contre, elles recevraient des obligations. Par exemple se présenter deux fois par semaine à la police ou au ministère de l'immigration.

Pensez-vous que des considérations politiques dans la politique de l'asile entrent en jeu?

Le Luxembourg est le premier Etat européen à coopérer avec les autorités nigérianes. Il y a des réfugiés du Nigéria à travers toute l'Europe. Mais le Luxembourg s'est empressé de trouver un accord avec le gouvernement du Nigéria qui n'a pas honte de déclarer qu'il veut collaborer avec les banquiers luxembourgeois, alors que l'on sait que cet Etat est corrompu des pieds à la tête. Ensuite, on refoule des personnes dans ce pays sous prétexte qu'il est très grand et qu'ils peuvent migrer à l'intérieur des frontières au lieu de venir au Luxembourg. Je suis d'accord pour dire qu'il faut respecter la Convention de Genève pour octroyer le statut de réfugié. Mais comment l'appliquer? Faut-il s'en tenir à la virgule près ou se montrer plus large? Un avocat spécialisé dans les questions d'asile m'a confié que certains dossiers de demande d'asile politique ne reçoivent jamais de réponse. Il peut très bien s'imaginer que les autorités spéculent sur une amélioration de la situation dans tel pays et qu'à partir de ce moment, le demandeur y sera refoulé. Or, cette personne aurait depuis longtemps eu droit au statut.

Comment jugez-vous le travail du duo Asselborn-Schmit par rapport à celui de Luc Frieden, quand il était en charge du dossier?

J'ai l'impression qu'ils accordent plus de statuts de réfugiés. On dirait aussi qu'ils ont donné l'instruction à leurs fonctionnaires d'interpréter la convention de manière moins stricte. J'ai aussi l'impression qu'ils ont une approche plus ouverte envers les ONG. Il est désormais plus facile d'entrer en contact avec eux qu'avant, même si ce sont toujours les mêmes fonctionnaires. Pour le dire en une phrase: ils décrochent le téléphone, alors qu'avant, ils étaient aux abonnés absents.

Entretien: David Wagner

Jean Lichtfous

A 54 ans, Jean Lichtfous n'est plus un novice de l'engagement social. Ancien fonctionnaire, il a furtivement été l'attaché parlementaire de Lucien Lux, l'actuel ministre des transports. Ironie de l'histoire, c'était à la même époque où Nicolas Schmit, aujourd'hui ministre délégué à l'immigration, dirigeait le secrétariat du groupe parlementaire du LSAP. Depuis 1992, Lichtfous n'est plus membre d'aucun parti. Mais son engagement a principalement été forgé par son activité au sein de l'OGBL, dont il a également présidé la circonscription du centre. Depuis 2000, il est permanent à l'Association de soutien des travailleurs immigrés (Asti) en tant que coordinateur politique. Selon lui, c'est peut-être sa mère, une épicière dans le quartier populaire de Bonnevoie, qui, en traitant de la même manière les bourgeois, les clochards et la prostituée du coin, lui a inculqué ce sentiment d'égalité entre les êtres humains.